



JEAN VERHEYEN
SINCE 1919

CONDITIONS GÉNÉRALES

#CMR100 by JV

Conditions Générales d'assurance

Responsabilité du transporteur routier (CMR)

REFERENCES : CMRF20210101

La police qui réunit toute notre expérience d'un siècle sur ce marché

Jean Verheyen compte parmi les pères fondateurs de la couverture d'assurance de la responsabilité CMR (Convention relative au contrat de transport international de Marchandise par Route). C'est dire s'il se positionne comme le spécialiste incontestable de cette couverture de la responsabilité du transporteur vis-à-vis de la marchandise.

L'approche familiale et personnalisée de la société Jean Verheyen est reconnue à travers ses conseils et son expertise depuis plus de 100 ans.

AXA Belgium, leader mondial de l'assurance destinée aux entreprises, a décidé en 2008 de confier la gestion de la branche transport au souscripteur mandaté Jean Verheyen. Ce choix s'est appuyé sur la reconnaissance de la réputation du souscripteur en Belgique et à l'étranger ainsi que sur l'exemplarité de la gestion opérationnelle de son portefeuille. Aujourd'hui, Jean Verheyen a su trouver sa place dans la solidité du groupe AXA tout en préservant son dynamisme et sa gestion personnalisée.

Jean Verheyen s.a.



JEAN VERHEYEN S.A. – Reconnu par la FSMA comme souscripteur mandaté – Entreprise n° 0431 491 731 – RPM : Bruxelles
Siège Social : rue de la Limite 17, B 1210 Bruxelles – T : +32(0)2 250 63 11 – F : +32(0)2 250 63 00
www.verheyen.be – info@verheyen.be – transport@verheyen.be – patrimony@verheyen.be
Banque : IBAN : BE25 3100 0003 8482 – BIC : BBRUBEBB
AXA Belgium S.A. Place du Trône 1, B 1000 Bruxelles, détient plus de 10 % du capital
Règlement extrajudiciaire des plaintes : SERVICE OMBUDSMAN ASSURANCES A.S.B.L.
Square de Meeûs 35, B 1000 Bruxelles – E-mail : info@ombudsman.as

Sommaire

1.	Prévalence	1
2.	Définitions	1
3.	Objet du contrat d'assurance – garantie.....	5
4.	Durée de la garantie.....	5
5.	Limites territoriales	6
6.	Immobilisation pendant la période garantie	6
7.	Perte complète ou partielle.....	7
8.	Marchandises périssables.....	7
9.	Transport d'animaux vivants	8
10.	Marchandises transportées en vrac	8
11.	Rétention indue du fret par le donneur d'ordre	8
12.	Préjudice de perte de confiance pour des marchandises critiques	8
13.	Encaissement des montants relatifs aux livraisons contre remboursement	9
14.	Frais.....	9
15.	Garanties optionnelles	10
16.	Exclusions.....	12
17.	Valeur assurée.....	14
18.	Obligations en cas de sinistre	15
19.	Règlement de sinistre	16
20.	Non-respect, par l'assuré, de ses obligations - sanctions	17
21.	Subrogation	17
22.	Prescription.....	17
23.	Prime	17
24.	Effet du contrat d'assurance - durée - tacite reconduction - suspension - résiliation..	18
25.	Coassurance et apéritition	19
26.	Transfert du contrat d'assurance.....	19
27.	Plaintes, litiges et loi applicable.....	20
28.	Protection de la vie privée	20
29.	Licéité	24

1. PRÉVALENCE

La garantie est accordée selon les dispositions des présentes « #CMR100 by JV - Conditions Générales d'assurance responsabilité du transporteur routier (CMR) » et des « Conditions Particulières ». En cas de contradictions, les « Conditions Particulières » prévaudront sur les présentes « Conditions Générales ».

2. DÉFINITIONS

A défaut de définitions différentes qui seraient mentionnées dans les présentes Conditions Générales et/ou dans les Conditions Particulières, les termes ci-après, qui figurent en caractères gras dans les Conditions Générales qui suivent, sont définis comme suit :

2.1. **Assuré**

L'**assuré** est le **transporteur routier effectif et/ou le commissionnaire de transport** pour autant que cette activité soit explicitement mentionnée dans les « Conditions Particulières ».

2.2. **Transporteur routier effectif**

Le **transporteur routier effectif** est celui qui exécute à titre onéreux, lui-même, les opérations physiques de transport par route. N'est donc pas **transporteur routier effectif** au sens de la présente définition : le commissionnaire-expéditeur, le **commissionnaire de transport**, celui qui fait tracter sa remorque ou semi-remorque par un tiers ou qui confie son matériel roulant à un tiers pour l'exécution d'une opération physique de transport et, en général, celui qui assume des obligations contractuelles de transport sans exécuter lui-même les opérations physiques de transport.

2.3. **Commissionnaire de transport**

Le **commissionnaire de transport** est celui qui s'engage à effectuer à titre onéreux, un transport de marchandises par route et fait exécuter ce transport en son propre nom par des tiers professionnels.

2.4. **Chargement et déchargement**

Le **chargement** est l'opération consistant à soulever les marchandises à proximité immédiate du véhicule transporteur pour les déposer sur celui-ci. Le déchargement est l'opération inverse.

Pour le transport par véhicule-citerne ou conteneur-citerne, le **chargement** commence au moment où les marchandises sortent des installations de stockage du lieu de **chargement** et le **déchargement** cesse au moment où les marchandises entrent dans les installations de stockage du lieu de déchargement.

2.5. **Prise en charge**

La **prise en charge** est l'acte juridique par lequel l'**assuré** obtient la garde juridique des marchandises à transporter; elle se distingue du **chargement**.

2.6. **Livraison**

La **livraison** est l'acte juridique par lequel l'**assuré** transfère, à qui de droit, la garde juridique des marchandises transportées; elle se distingue du **déchargement**.

2.7. **Garantie «Accidents Caractérisés »**

La **garantie « Accidents Caractérisés »** restreint l'objet du contrat d'assurance aux seuls événements suivants : incendie, explosion et tout accident de circulation survenu au moyen de transport sur lequel les marchandises et choses sont chargées, et dont l'**assuré** est responsable.

2.8. **Immobilisation involontaire et volontaire**

Par « **Immobilisation involontaire** » on entend :

- toute interruption du transport imposée par des dispositions réglementaires ou par les nécessités du transport ainsi que pour les nécessités vitales de l'équipage, à savoir: alimentation, exigences sanitaires, repos ou sommeil ;
- toute interruption du transport due à des conditions climatiques exceptionnelles et imprévisibles, à la maladie inattendue ou au décès inopiné du chauffeur, à un accident de circulation ou à une panne mécanique, électrique ou électronique du véhicule transporteur, survenus indépendamment de la volonté de l'**assuré**, de ses préposés ou des personnes dont l'**assuré** répond, lorsque ceux-ci agissent dans l'exercice de leurs fonctions.

Par « **Immobilisation volontaire** », on entend toute interruption du transport qui ne répond pas aux définitions ci-dessus.

2.9. **Marchandises périssables**

Il s'agit de toutes marchandises sensibles, de par leur nature, à l'influence de la chaleur, du froid, des variations de température ou de l'humidité de l'air.

2.10. **Matériel appartenant à des tiers**

Par « **Matériel appartenant à des tiers** », on entend : les remorques, semi-remorques, conteneurs, châssis et équipements divers confiés par des tiers à l'**assuré**, pour l'exécution du transport des marchandises confiées.

Ne sont pas considérés comme « **Matériel appartenant à des tiers** » les remorques, semi-remorques, containers, châssis et équipements divers soit appartenant à l'**assuré**, soit pris par lui en location, en leasing ou en sa possession dans le cadre d'autres contrats similaires.

2.11. **Matériel de manutention**

Par « **matériel de manutention** », on entend les outils appartenant à des tiers qui sont transportés et utilisés par l'**assuré** pour effectuer les activités, par exemple, de stockage, de transbordement, de chargement, de déchargement ou d'arrimage de marchandises.

2.12. **Protection organisationnelle**

Une **protection organisationnelle** est tout comportement de bon père de famille et attitude qui peut être raisonnablement et/ou logiquement attendu d'un transporteur professionnel, de ses préposés ou des autres personnes dont il répond, afin de prévenir le vol ou la disparition des marchandises qui lui sont confiées, en fonction de la catégorie de sensibilité au vol desdites marchandises.

2.13. **Marchandises sujettes au vol**

On entend par **marchandises sujettes au vol** : les marchandises qui, par leur type et/ou leur nature sont particulièrement sujettes au vol ou à la soustraction : métaux de valeur comme le cuivre, l'acier, l'aluminium et analogues, tabacs, boissons alcoolisées et liqueurs, produits pharmaceutiques et cosmétiques, vêtements, chaussures, maroquinerie, équipement multimédia ou de communication, TV, vidéo, jeux électroniques, matériel photo, caméras, appareils électroménagers, matériel et autres marchandises pour lesquelles l'**assuré** peut conclure logiquement, en tant que transporteur consciencieux, qu'elles peuvent être considérées comme sujettes au vol dans son milieu professionnel.

2.14. **Dispositif antivol agréé**

On entend par dispositif antivol agréé :

- **Pour les marchandises sujettes au vol :**

1) Un système anti-carjacking AT2 certifié par Incert et un système antivol IM (système d'immobilisation) sur le tracteur et une sécurité mécanique sur la semi-remorque avec ajout des sécurités supplémentaires suivantes :

- a. Sécurité périmétrique ;
- b. Sécurité volumétrique ;
- c. Alarme acoustique avec sirène auto-alimentée ;
- d. Signalisation optique ;

conformément aux définitions décrites dans les prescriptions pour la protection des véhicules automoteurs contre le vol fournies par Incert en relation avec les systèmes d'alarme électroniques AL2 complémentaires

et

2) Un système Track & Tracing sur le tracteur et la semi-remorque qui est activé en permanence et satisfait totalement aux cinq critères suivants :

- a. Résistant au sabotage (emplacement caché notamment) ;
- b. Suivi intégré dans l'organisation en cas d'alarme et/ou d'incident ;
- c. Disposer d'une capacité de mémoire suffisante pour pouvoir lire complètement les derniers trajets ;
- d. Absence de coupure de la source d'alimentation du système ;
- e. Accessibilité du système suffisamment garantie.

- **Pour les marchandises non sujettes au vol :**

Un système antivol IM certifié par Incert (système d'immobilisation) sur le tracteur et sécurité mécanique sur la semi-remorque.

Vous pouvez consulter les exigences techniques auxquelles les systèmes antivol susmentionnés doivent répondre sur le site web www.incert.be.

2.15. **Surveillance permanente**

Une surveillance est permanente lorsqu'elle est effectuée sans interruption :

2.15.1. Soit par du personnel formé à cet effet et chargé de cette mission;

2.15.2. Soit par une société de surveillance agréée;

2.15.3. Soit par un système électronique de protection(*), destiné à prévenir les actes de malveillance à l'égard des marchandises confiées à l'**assuré** et placé par un installateur agréé par le SPF Intérieur.

(*) Tout système électronique de protection doit être approuvé et contrôlé annuellement par une firme agréée par le SPF de l'Intérieur.

En cas de transfert d'un des modes de surveillance précités vers un autre mode de surveillance, toute anomalie survenue au cours desdits transferts est réputée constituer une interruption de la surveillance, qui cesse dans ce cas d'être « permanente ».

2.16. FLEXA et risques associés

Par **FLEXA et les risques associés**, on entend les risques généralement assurés dans une police incendie tels que les dommages causés par un incendie (Fire), foudre (Lightning); Explosion ou contact avec un aéronef et / ou un engin spatial (Aircraft), tempête, grêle, neige et pression de la neige, tout dégât d'eau, y compris les dommages causés par l'infiltration du toit et les dommages causés par une fuite de gicleurs, les dommages causés par la fumée, vandalisme, émeutes, conflits du travail, foules, terrorisme, tremblement de terre, inondation.

2.17. Lieu public

Le lieu **public** est tout lieu autre que :

- un bâtiment entièrement fermé à clé ou fermé par tout autre système équivalent, pour autant que ledit bâtiment reste effectivement fermé pendant la présence de la marchandise ;
- un espace entièrement clôturé par un grillage adéquat, ou autre dispositif équivalent, fermé à clé ou fermé par tout autre système équivalent, pour autant que ledit espace reste effectivement fermé pendant la présence de la marchandise.

2.18. Franchise de base

Le montant de l'indemnité recevable selon les termes, conditions et exclusions du présent contrat d'assurance, se règle sous déduction d'une franchise de base par véhicule et par **sinistre** ou série de **sinistres** provenant d'une seule et même cause; le montant de cette franchise de base, qui se cumule avec d'autres franchises, est précisé aux Conditions Particulières du présent contrat d'assurance.

2.19. Sinistre

Le **sinistre** est défini comme étant la survenance d'un événement incertain, au cours de la durée de la garantie, entraînant des pertes et dommages matériels causés directement aux marchandises, ainsi que le retard de **livraison**, donnant lieu à une réclamation introduite, par écrit auprès des assureurs soussignés, au cours de la durée du contrat d'assurance.

Une réclamation introduite auprès des assureurs soussignés après la fin du contrat d'assurance est admise pour autant que le **sinistre**, tel que défini ci-dessus, ait eu lieu au cours de la durée du contrat d'assurance et que la réclamation ait été introduite par écrit auprès des assureurs soussignés au plus tard neuf mois après la fin du contrat d'assurance.

2.20. Souscripteur mandaté

Le **souscripteur mandaté** JEAN VERHEYEN SA est l'intermédiaire d'assurance qui agit en tant que mandataire des assureurs soussignés. Le souscripteur mandaté dispose du pouvoir d'accepter de couvrir des risques et du pouvoir de conclure et gérer des contrats d'assurance au nom et pour le compte des entreprises d'assurance en question.

3. OBJET DU CONTRAT D'ASSURANCE – GARANTIE

Le contrat d'assurance a pour objet de garantir la responsabilité contractuelle de l'**assuré** pour les pertes et dommages matériels causés directement aux marchandises transportées, ainsi que pour le retard de livraison.

3.1. *Transports soumis à la convention CMR*

Pour les contrats de transports routiers soumis à la convention CMR, la garantie porte sur la responsabilité contractuelle de l'**assuré** pour les pertes et dommages matériels causés directement aux marchandises transportées, ainsi que pour le retard de **livraison**, tels qu'ils découlent de la Convention relative au Contrat de Transport International de Marchandises par Route (CMR) conclue à Genève le 19 mai 1956, y compris ses modifications éventuelles, sous réserve toutefois des dispositions des « Conditions Générales » et des « Conditions Particulières » du présent contrat d'assurance.

3.2. *Transports routiers non soumis à la convention CMR*

Pour les contrats de transport routier non soumis à la convention CMR, la garantie porte sur la responsabilité contractuelle de l'**assuré** pour les pertes et dommages matériels causés directement aux marchandises transportées, ainsi que pour le retard de **livraison**, tels qu'ils découlent de la législation locale, sous réserve toutefois des dispositions des « Conditions Générales » et des « Conditions Particulières » du présent contrat d'assurance.

3.3. *Dispositions contractuelles en dehors de la CMR ou de la législation locale applicable*

Moyennant convention expresse préalable et surprime à convenir, la responsabilité contractuelle de l'**assuré** pour les pertes et dommages matériels causés directement aux marchandises transportées, ainsi que pour le retard de **livraison** dans le cadre de contrats de transport routier faisant l'objet de dispositions contractuelles, en dehors de la CMR ou de la législation locale applicable, peut être garantie par le présent contrat d'assurance, pour autant que les assureurs aient connaissance desdites dispositions contractuelles avant toute mise en risque.

4. DURÉE DE LA GARANTIE

4.1. *Commencement et fin*

4.1.1. **Commencement après le chargement / fin avant le déchargement**

La garantie commence après le **chargement**, dès que la marchandise à transporter se trouve sur un véhicule désigné dans les Conditions Particulières du présent contrat d'assurance, et cesse dès qu'elle est enlevée dudit véhicule avant le **déchargement**.

4.1.2. **Chargement / déchargement**

La garantie est cependant étendue aux risques de **chargement** et de **déchargement** lorsque ces opérations incombent contractuellement à l'**assuré** et sont effectuées par l'**assuré** ou ses préposés.

4.1.3. **Commencement à la prise en charge / fin à la livraison**

Toutefois, lorsque le **chargement** a eu lieu avant la **prise en charge** des marchandises par l'**assuré**, la garantie ne commence que lors de cette **prise en charge**. De même, lorsque le **déchargement** des marchandises a lieu après leur **livraison**, la garantie prend fin au moment de cette **livraison**.

4.2. Opérations de transit

La garantie du présent contrat d'assurance est acquise pour les marchandises déchargées « en transit », en dehors d'un **lieu public** sous la garde juridique de l'**assuré**, et ce pour une durée n'excédant pas 6 jours calendriers, pour autant que l'**assuré** établisse la preuve que les marchandises ont été volontairement déchargées en vue de rendre possible les opérations de transport ou de mettre les marchandises en sécurité.

Les opérations de « transit » ne peuvent être confondues avec les opérations de séjour, exclues de la garantie du présent contrat d'assurance, et assurables optionnellement conformément à l'article 14.3.

La preuve de la durée et du motif du « transit » sont toujours à charge de l'**assuré**.

La présente garantie intervient strictement à titre subsidiaire pour les risques de **FLEXA et risques associés** qui seraient garantis par tout contrat d'assurance autre que le présent contrat d'assurance.

4.3. Transports « superposés »

La garantie est également acquise, à défaut de disposition contraire, lorsque les véhicules désignés dans les Conditions Particulières du présent contrat d'assurance sont transportés par mer, chemin de fer, voie navigable intérieure ou voie aérienne, dans les limites territoriales stipulées aux « Conditions Particulières » du présent contrat d'assurance.

5. LIMITES TERRITORIALES

La garantie est exclusivement acquise pour les contrats de transport routier dont les points de départ, de passage et de destination se situent dans les limites territoriales prévues aux « Conditions Particulières » du présent contrat d'assurance.

Nonobstant toute disposition contraire stipulée dans le contrat d'assurance en cours, la couverture territoriale conventionnelle des risques est limitée par les réglementations en matière de sanctions, restrictions ou interdictions relatives aux marchandises, choses et personnes assurées tel qu'imposées par les autorités nationales, internationales et supranationales compétentes.

6. IMMOBILISATION PENDANT LA PÉRIODE GARANTIE

6.1. Immobilisation involontaire

En cas d'**immobilisation involontaire** pour les nécessités vitales de l'équipage, la garantie est maintenue pour une durée maximale de 90 minutes à compter du moment de l'immobilisation du véhicule ; au-delà de ce délai, l'immobilisation est considérée comme **immobilisation volontaire** ; toutefois, en cas de repos ou de sommeil de l'équipage à bord du véhicule, la garantie est maintenue au-delà des 90 minutes précitées aussi longtemps que l'équipage reste présent à bord du véhicule.

En cas d'**immobilisation involontaire** imposée par des dispositions réglementaires ou par les nécessités du transport ou due à des conditions climatiques exceptionnelles et imprévisibles, à la maladie inattendue ou au décès inopiné du chauffeur, à un accident de circulation ou à une panne, la garantie est maintenue pour une durée maximale de six jours calendrier à compter de l'immobilisation du véhicule. La poursuite du transport, même par un véhicule de remplacement, est couverte aux conditions prévues par le présent contrat d'assurance pour le véhicule remplacé et pour autant que cette poursuite du transport s'effectue dans le délai des six jours précités. Il incombe à l'**assuré** d'apporter la preuve que les pertes ou dommages matériels sont survenus avant l'expiration des délais précités.

6.2. Immobilisation volontaire

En cas d'**immobilisation volontaire**, la garantie est maintenue pour une durée maximale de six jours calendrier à compter de l'immobilisation du véhicule; toutefois, si l'**immobilisation volontaire** a lieu sur un **lieu public**, l'assurance est limitée aux conditions **garantie « Accidents Caractérisés »** et au « vol, détournement, disparition de marchandises », le tout sans dépasser le délai maximal précité. Il incombe à l'**assuré** d'apporter la preuve que les pertes ou dommages matériels sont survenus avant l'expiration du délai précité.

7. PERTE COMPLÈTE OU PARTIELLE

7.1. La garantie en cas de vol, détournement ou disparition d'une cargaison complète est acquise à la condition préalable que l'**assuré** fournisse la preuve qu'il a pris des **mesures organisationnelles** suffisantes et moyennant l'application des franchises déductibles suivantes :

- Pour les marchandises non sujettes au vol : Franchise déductible de 10% du montant du dommage avec un minimum de 2.500 € et un maximum de 12.500 €
- Pour les marchandises sujettes au vol : Franchise déductible de 20 % du montant du dommage avec un minimum de 2.500 € et un maximum de 25.000 €

La franchise déductible susmentionnée, qui est cumulée avec la franchise de base, n'est pas applicable si l'**assuré** prouve qu'il a respecté toutes les conditions énumérées ci-après:

- 1) Le véhicule était équipé d'un **dispositif antivol agréé** au moment du vol;
- 2) Pendant l'absence du conducteur, aussi brève soit-elle, et indépendamment du lieu de stationnement et de dépôt, le dispositif antivol était activé, toutes les portières du véhicule verrouillées et les fenêtres complètement fermées ;
- 3) En cas d'arrêt qui dépassent 90 minutes, le véhicule se trouvait à un endroit sous surveillance permanente ou était stationné dans un bâtiment fermé qui était verrouillé ou surveillé, sauf pour les véhicules ou combinaisons de véhicules couplés dont le chargement est constitué de marchandises non sujettes au vol.

7.2. Les pertes partielles sont réglées sous déduction de trois fois la franchise de base.

8. MARCHANDISES PÉRISSABLES

La garantie pour les pertes et dommages matériels occasionnés aux **marchandises périssables ou dites périssables** et résultant de l'influence de la chaleur, du froid, des variations de température ou de l'humidité de l'air n'est acquise qu'aux conditions:

- que l'**assuré** prouve le respect rigoureux des dispositions reprises aux annexes 2 et 3 de l'accord A.T.P. (Accord Relatif aux Transports Internationaux de Denrées Périssables et aux Engins Spéciaux à utiliser pour ces Transports, conclu à Genève, le 1er septembre 1970), ainsi que ses amendements et modifications présents et futurs, et
- qu'il prouve le respect rigoureux de ses obligations de faire procéder régulièrement et de manière professionnelle, à l'entretien et à la vérification des engins spéciaux dont question ci-avant, afin de maintenir ceux-ci en parfait état. L'**assuré** supportant la charge de la preuve, il produira, à la première demande des assureurs, les pièces justificatives adéquates.

Pour les immobilisations involontaires des véhicules et engins spéciaux, la période de six jours calendrier dont question à l'ARTICLE 6.1. est ramenée à 48 heures.

Tout dommage ou perte résultant de l'influence de la chaleur, du froid, des variations de température ou de l'humidité de l'air est réglé après déduction du double de la franchise de base.

9. TRANSPORT D'ANIMAUX VIVANTS

En ce qui concerne les transports d'animaux vivants, la garantie est limitée aux risques suivants :

- disparition, vol, mort, abattage de nécessité à la suite de blessures subies en cours de transport, pour autant que ces faits soient la conséquence directe et immédiate d'un événement mentionné dans la **garantie « Accidents caractérisés »** ;
- vol, détournement, disparition de marchandises;

10. MARCHANDISES TRANSPORTÉES EN VRAC

La garantie pour les pertes et dommages matériels subis par la marchandise transportée en vrac en raison d'une contamination n'est acquise qu'à la condition que l'**assuré** prouve le respect rigoureux de ses obligations de faire procéder régulièrement et de manière professionnelle, à l'entretien et à la vérification du matériel qu'il utilise, afin de maintenir celui-ci en parfait état. L'**assuré** supportant la charge de la preuve, il produira, à la première demande des assureurs, les pièces justificatives adéquates.

Tout dommage ou perte résultant d'une contamination est réglé après déduction du double de la franchise de base.

11. RÉTENTION INDUE DU FRET PAR LE DONNEUR D'ORDRE

Par dérogation et extension à toute disposition contraire, le montant du fret qui, à la suite d'une rétention induite par le donneur d'ordre, reste impayé après que se soit écoulé un délai de 90 jours à compter de la date de facturation dudit fret, sera réglé par les assureurs à l'**assuré**, à la condition expresse que la rétention dudit fret soit liée à une demande d'indemnité garantie par les conditions du présent contrat d'assurance et que le dossier de sinistre en question n'ait pas été préalablement définitivement réglé.

L'intervention des assureurs ne peut toutefois dépasser l'indemnité due en vertu des termes, conditions et exceptions du présent contrat d'assurance.

12. PRÉJUDICE DE PERTE DE CONFIANCE POUR DES MARCHANDISES CRITIQUES

La garantie est étendue à la responsabilité contractuelle de l'**assuré** en tant que transporteur en cas de perte totale ou partielle de marchandises critiques en raison d'une interdiction ou d'une restriction d'importation, de vente, d'utilisation ou d'ordre de destruction pour des raisons de protection du consommateur par l'autorité compétente ou à la suite d'une décision juridique suite à un incident durant le transport dont l'**assuré** est responsable et dans le cadre duquel les normes légales relatives au respect des conditions environnementales pour les marchandises critiques n'ont pas été respectées.

Par marchandises critiques, il convient de comprendre des marchandises telles que des denrées alimentaires périssables, des produits pharmaceutiques, des appareils électroniques de qualité et autres devant être transportés dans le respect des conditions environnementales légales, comme le maintien de la température ou de la pression, l'absence de poussière, les conditions d'hygiène ou d'autres normes légales relatives aux conditions environnementales d'application au transport de marchandises critiques.

13. ENCAISSEMENT DES MONTANTS RELATIFS AUX LIVRAISONS CONTRE REMBOURSEMENT

La garantie de ce contrat d'assurance est étendue aux défauts d'encaissement, par **l'assuré**, des montants relatifs aux livraisons contre remboursement, sans dépasser un montant de EUR 2.500,00 au premier risque par sinistre ou série de sinistres provenant d'une seule et même cause. Pour cette garantie, la franchise de base est applicable.

14. FRAIS

Les frais ci-après sont à charge des assureurs :

14.1. *Frais d'expert*

Les frais d'expert mandaté par les assureurs du présent contrat d'assurance ;

14.2. *Frais de sauvetage*

Les frais raisonnablement exposés pour prévenir ou limiter les pertes et dommages dont les assureurs seraient redevables en vertu des dispositions du présent contrat d'assurance, sans toutefois excéder les indemnités dont les assureurs seraient redevables en vertu des dispositions du présent contrat d'assurance;

14.3. *Les frais de déblais et de destruction*

Avec un maximum de 10% de la valeur assurée fixée aux Conditions Particulières et sans toutefois dépasser un maximum de 12.500 EUR, les frais de déblais et de destruction des marchandises sont assurés si ces frais ont été engagés en application d'une loi, soit en exécution d'une mesure prise ou ordonnée par l'autorité compétente et pour autant que **l'assuré** soit tenu responsable sur base de la loi ou du contrat relatif au transport de marchandises par route et après épuisement de toutes autres assurances couvrant éventuellement lesdits frais, en tout ou en partie, contre les mêmes risques ;

14.4. *Contributions en avarie commune*

En cas de transport superposé au sens de l'article 2 de la convention CMR, les assureurs interviendront dans les contributions en avarie commune dues sur les camions, camionnettes, remorques, semi-remorques, châssis et leur conteneur éventuel, ainsi que sur d'autres véhicules similaires, de même que sur les marchandises transportées. Cette garantie intervient toutefois à titre subsidiaire en cas de refus d'intervention des propriétaires et/ou des assureurs des véhicules précités et/ou des marchandises transportées. Les assureurs soussignés se réservent le droit de récupérer les contributions en avarie commune auprès des propriétaires et/ou des assureurs précités.

L'intervention des assureurs dans les contributions en avarie commune et dans les indemnités d'assurance dues en vue d'indemniser les ayants droit ne peut, au total, excéder les valeurs assurées fixées dans les Conditions Particulières du présent contrat d'assurance.

15. GARANTIES OPTIONNELLES

15.1. *Commissionnaire de transport*

Moyennant convention expresse préalable et surprime à convenir, la garantie du présent contrat d'assurance peut être étendue à la responsabilité contractuelle de **l'assuré** en sa **qualité de commissionnaire de transport**, pour les pertes et dommages matériels causés directement aux marchandises transportées, ainsi que pour le retard de livraison.

L'assuré qui désirera faire appel à la garantie précitée, devra préalablement fournir la preuve qu'il a pris les mesures qui s'imposent en vue d'un choix judicieux des sous-traitants et de toutes autres personnes au service duquel il recourt pour l'exécution du transport.

Ce choix judicieux comprendra à tout le moins la vérification de :

- la validité - conformément aux termes de l'art 43 §1 de la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de marchandises par route - et de l'authenticité de la licence de transport par le biais d'un eRegistre ou d'une autre source officielle équivalente,
- la validité et l'authenticité d'une assurance suffisante couvrant la responsabilité contractuelle du transporteur sur base d'un certificat d'assurance signé par l'assureur. Par assurance suffisante est entendue une assurance pour le véhicule concerné équivalente à la couverture et aux capitaux assurés du contrat d'assurance en cours et souscrite par un ou plusieurs assureurs solides et reconnus.

La présente assurance ne sortira ses effets qu'après épuisement de tous les moyens de recours par **l'assuré** auprès des sous-traitants.

Pour cette garantie optionnelle, la franchise de base est applicable.

15.2. *Entrepositaire*

Moyennant convention expresse préalable et prime additionnelle convenue, la garantie de ce contrat d'assurance peut être étendue à la responsabilité contractuelle de **l'assuré** en sa qualité d'entrepositaire pour les marchandises de tiers qui lui ont été confiées. Les risques FLEXA et risques associés, les simples disparitions ainsi que les différences d'inventaire restant toujours exclus. Cette perte ou avarie totale ou partielle des biens qui lui sont confiés, y compris le retard de livraison, n'est assurée que dans la mesure où les dommages physiques / pertes des biens surviennent alors qu'ils sont sous la garde physique de **l'assuré**.

Pour cette garantie optionnelle, la franchise de base est applicable.

15.3. *Matériel appartenant à des tiers – équipement de manutention*

Moyennant convention expresse préalable et surprime à convenir, la garantie du présent contrat d'assurance peut être étendue au **matériel appartenant à des tiers et à l'équipement de manutention**.

Sont toutefois exclues :

- les indemnités pour pertes et dommages causés par : usure, vétusté ou vice propre du, de même que les pertes et dommages préexistants lors de la prise en charge ;
- la traction et/ou le transport par des véhicules qui ne sont pas adaptés au genre de traction et/ou de transport concerné ;
- les indemnités de retard, perte de bénéfice, perte d'usage et chômage;
- les dommages simples aux pneumatiques et casse des lampes.

La couverture prend effet dès la prise en charge et prend fin sans interruption au moment de sa livraison. La durée de la responsabilité est à prouver par **l'assuré** à l'aide de documents contradictoires comme la lettre de voiture, « *interchange receipts* » ou tout autre document ayant la même valeur probante.

Le montant des pertes et dommages tombant à charge des assureurs en vertu des dispositions du présent contrat d'assurance sera, à la demande des assureurs, établi par voie d'expertise.

Une déduction « vieux au neuf » est applicable sur le prix de pièces de remplacement neuves ; l'indemnisation s'établira en tenant compte du rapport existant, à dire d'expert, entre la valeur vénale estimée objectivement, abstraction faite des éventuelles dispositions contenues dans les contrats de location, de leasing ou contrats similaires, et la valeur de remplacement à neuf au moment du **sinistre**.

Un règlement en perte totale interviendra dès que le susdit montant des pertes et dommages dépasse la valeur vénale dudit matériel au moment du **sinistre**.

L'intervention des assureurs ne peut toutefois excéder les valeurs assurées fixées aux Conditions Particulières.

La disparition ainsi que le vol de **matériel appartenant à des tiers** et / ou de l'équipement de manutention se trouvant sur **un lieu public**:

- soit découplé du véhicule tracteur,
- soit retiré du véhicule transporteur,

ne sont pas garantis par le présent contrat d'assurance.

Pour cette garantie optionnelle, la franchise est stipulée dans les Conditions Particulières.

15.4. Déclaration de valeur – intérêt spécial à la livraison

Moyennant convention expresse préalable et prime additionnelle convenue, la garantie de ce contrat d'assurance peut être étendue à la responsabilité contractuelle que **l'assuré** engage envers son client en cas d'acceptation d'une déclaration de valeur ou d'un intérêt spécial à la livraison en application des articles 24 et 26 de la Convention CMR.

Pour cette garantie optionnelle, la franchise de base reste applicable.

15.5. Déclaration de valeur dans le cadre de la Convention de Montréal (transport aérien)

Moyennant convention expresse préalable et prime additionnelle convenue, la garantie de ce contrat d'assurance peut être étendue à la responsabilité contractuelle dans le cas où il est convenu contractuellement par écrit entre le donneur d'ordre et **l'assuré** que la responsabilité du transporteur routier est déterminée sur la base de la Convention de Montréal de 1999. Cette Convention, ainsi que ses protocoles additionnels, le cas échéant, seront pris en compte aux fins de la détermination de l'indemnisation.

Pour cette garantie optionnelle, la franchise de base reste applicable.

15.6. « Erreur et omission »

Moyennant convention expresse préalable et prime additionnelle convenue, la garantie de ce contrat d'assurance peut être étendue à la responsabilité contractuelle que l'assuré encourt vis-à-vis de son donneur d'ordre en cas de perte totale ou partielle ou de dommages survenus aux marchandises transportées, y compris le retard de livraison, pendant la durée de la garantie, en raison:

- d'erreurs involontaires, d'omissions ou d'oublis commis au sein de l'organisation de ses activités assurées, y compris ceux commis entre l'acceptation de l'ordre de transport et le commencement de la garantie ;
- de pertes de documents qui doivent accompagner les marchandises.

La valeur maximale assurée pour cette garantie est limitée à 125 000,00 € par année d'assurance.

Pour cette garantie optionnelle, la franchise de base reste applicable.

16. EXCLUSIONS

16.1. Exclusions dans tous les cas au regard des risques

Est dans tous les cas exclue de la garantie, la responsabilité pour pertes, dommages ou retard de **livraison** des marchandises confiées à l'**assuré** et résultant de:

16.1.1. Dol, faute équivalente au dol, faute grave

Tout dol, faute équivalente au dol ou faute grave, dans le chef de l'**assuré**, de ses préposés et des personnes dont il répond, agissant ou non dans le cadre de leurs fonctions ; la responsabilité de l'**assuré** reste toutefois couverte en cas de dol, de faute équivalente au dol ou de faute grave, commises par le(s) préposé(s) de l'**assuré**, à l'exception toutefois de ses organes de direction, dans l'exécution physique du contrat de transport.

16.1.2. Guerre, capture, mines, ...

- guerre, déclarée ou non, guerre civile, révolution, rébellion, insurrection ou lutte civile en résultant ou tout acte hostile perpétré par, ou contre, une force belligérante;
- capture, saisie, arrêt, contrainte ou détention résultant des événements précités ou de toute tentative les concernant, ainsi que leurs conséquences ;
- mines, torpilles, bombes, abandonnées ou autres armes de guerre abandonnées.

16.1.3. Grèves, émeutes et terrorisme...

- grèves, émeutes, mouvements populaires, lock-out ou luttes provenant de conflits de travail ;
- terrorisme ou tout acte de personnes animées d'un mobile politique ;

sauf si ces grévistes, émeutiers ou personnes font partie des membres du personnel de l'assuré.

16.1.4. Saisie, confiscation, détention, contrebande, ...

Saisie, confiscation, détention, par la douane ou par une autorité reconnue ou non reconnue, contrebande, commerce prohibé ou clandestin.

16.1.5. Inobservance de dispositions légales...

L'inobservance par l'assuré, de dispositions légales, administratives, réglementaires ou techniques, propres au transport de marchandises par route et notamment:

- le non-respect de la législation relative aux temps de conduite et de repos ;
- le dépassement des normes réglementaires concernant la charge utile maximale autorisée;
- le manque d'entretien du véhicule, de ses engins spéciaux, équipements et aménagements généralement quelconques ;
- le manque de protection des marchandises contre les conditions atmosphériques et le vol;
- l'inobservance des dispositions ADR (Accord Européen Relatif au Transport International de Marchandises Dangereuses par Route) ou de l'ATP (Accord Relatif aux Transports Internationaux de Denrées Périssables et aux Engins Spéciaux à utiliser pour ces Transports).

16.1.6. Documents

L'absence, l'insuffisance, l'irrégularité ou l'inexactitude des documents de transport, de douane et autres documents, ainsi que leur perte ou leur utilisation incorrecte.

16.1.7. Non-exécution

Responsabilité en cas de perte, de dommage ou de retard dans la livraison des marchandises confiées à l'assuré et résultant du non-commencement ou du début tardif des activités assurées.

16.1.8. Lettre de voiture

L'omission par l'**assuré**, pour un transport soumis au régime de la convention CMR, de l'indication, dans la lettre de voiture, que le transport est soumis au régime de ladite convention, conformément à son article 7 § 3.

16.1.9. Modification atomique et effets radioactifs

- effets d'armes ou d'engins destinés à exploser par modification de la structure du noyau atomique, d'armes chimiques, biochimiques, électromécaniques et cybernétiques ;
- effets de combustibles nucléaires, de produits et déchets radioactifs ou de toute autre source de rayonnements ionisants.

16.1.10. Exclusion attaques cybernétiques

Les pertes, dommages, responsabilités ou frais, directement ou indirectement causés, entièrement et/ou partiellement, par – ou survenant à la suite de l'utilisation ou la mise en action, de manière nuisible, de tout ordinateur, système informatique, programme informatique, code malveillant, virus ou processus informatique ou de tout autre système électronique.

Sans préjudice des conditions, limitations et exclusions du contrat d'assurance en cours, l'indemnité éventuellement recouvrable en vertu des présentes Conditions ne sera pas affectée par l'utilisation ou la mise en action de tout ordinateur, système informatique, programme informatique, processus informatique ou de tout autre système électronique, si une telle utilisation ou mise en action n'avait pas de but nuisible.

16.1.11. Clause procédé et utilisation

Les pertes et dommages occasionnés aux objets assurés lorsque ces pertes et dommages sont causés directement par un procédé de fabrication, de transformation, de traitement, ou de tout autre procédé quelconque ; sont de même exclus, les pertes et dommages précités causés directement par des opérations de montage, de démontage et d'installation, ainsi que par l'utilisation des objets assurés.

16.1.12. Simple différence de poids

La simple différence de poids (freinte, coulage) pour les marchandises qui y sont sujettes.

16.1.13. Véhicules non désignés

Transport de marchandises à bord de véhicules non désignés dans les Conditions Particulières du présent contrat d'assurance.

16.1.14. Dérogation art. 37 CMR

L'acceptation par l'**assuré** de toute dérogation négative aux dispositions de l'article 37 de la convention CMR, en vertu de la faculté qui lui est accordée par l'article 40 de ladite convention.

16.1.15. Rétenion et insolvabilité

Toutes conséquences généralement quelconques résultant, pour l'**assuré**, de l'exercice de droit sur, ou de l'usurpation de marchandises et/ou véhicules comme suite au non-paiement des frais de transport dus et/ou d'autres dettes par l'assuré ou comme suite à son insolvabilité ou de l'application de l'article 38 de la convention CMR.

16.1.16. Véhicules découplés sur un lieu public

Tout acte à l'égard de la cargaison se trouvant, sur un lieu **public**, à bord de :

- une semi-remorque, une remorque, un conteneur sur châssis, ou un véhicule similaire, lorsqu'ils sont découplés ;
- un conteneur déposé sur un des véhicules précités.

16.1.17. Maladie infectieuse

Maladie humaine infectieuse,

1. qui a été déclarée comme épidémie par un gouvernement, une autorité locale compétente ou tout autre organisme ayant la même autorité; ou
2. qui a été proclamée ou caractérisée comme pandémie par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

16.2. Exclusions sauf... (marchandises)

Est exclu de la garantie, sauf convention expresse préalable et surprime à convenir, la responsabilité pour pertes, dommages ou retard de **livraison** des marchandises suivantes :

16.2.1. Objets précieux

Métaux précieux, œuvres ou non, monnayés ou non, perles fines ou de culture, pierres précieuses, bijoux, joyaux, orfèvrerie, fourrures et objets précieux similaires ;

16.2.2. Valeurs

Titres, coupons, espèces, chèques, billets à ordre ou au porteur, documents de toute espèce et choses similaires ;

16.2.3. Objets d'art

Objets d'art ou de collection, antiquités et tout objet ayant une valeur d'amateur ;

16.2.4. Déménagements

Déménagements de mobiliers et / ou d'effets personnels ;

16.2.5. Véhicules

Véhicules : tous moyens motorisés ou non, pouvant être utilisés pour le déplacement de choses ou de personnes, tel que par exemple : voiture, motorhome, caravane, engins de chantier et de génie civil mobiles, engins agricoles,...

16.2.6. Verre à vitre et marchandises assimilées

Verre à vitre et autres marchandises sujettes, de par leur nature, au bris et à la casse.

16.3. Exclusion sauf... (garanties optionnelles)

Est exclue de la garantie, sauf convention expresse préalable et prime additionnelle:

16.3.1. La responsabilité en cas de dommage, perte et retard dans le cas où la personne assurée détient la qualité de **commissionnaire de transport** et / ou d'entrepôt ;

16.3.2. L'acceptation par l'assuré d'une déclaration de valeur et / ou d'un intérêt spécial à la livraison en application des articles 24 et 26 de la Convention CMR;

16.3.3. Les dommages ou pertes au **matériel appartenant à des tiers, matériel de manutention** ainsi qu'aux équipements divers confiés par des tiers à l'assuré. ;

16.3.4. Les dommages, pertes et retards résultant d'« erreur et omission ».

17. VALEUR ASSURÉE

Sauf convention contraire expresse et préalable, l'assurance s'entend « au premier risque », la règle proportionnelle n'est donc pas applicable.

Les indemnités à charge des assureurs sont limitées comme suit:

17.1. Transport soumis à la convention CMR.

Limitation conforme aux dispositions des articles 23, 25 et 29.2 de la convention CMR.

17.2. Transport non soumis à la convention CMR.

Limitation conforme aux dispositions de la législation applicable.

17.3. Retard de livraison

L'indemnité éventuelle pour retard de **livraison** est toujours limitée au prix du transport.

En aucun cas, le montant principal des indemnités à charge des assureurs, majoré de tous les intérêts et de tous les frais de procédure, quel que soit le nombre de parties lésées, ne peut dépasser la (les) valeur(s) assurée(s) fixée(s) aux Conditions Particulières.

18. OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE

18.1. *Avis immédiat aux assureurs*

En cas de **sinistre**, l'**assuré** est tenu d'aviser immédiatement les assureurs.

18.2. *Mesures à appliquer*

L'**assuré** est tenu d'agir en bon père de famille et d'appliquer, en outre, les mesures suivantes :

18.2.1. Mesures générales

Prendre toutes mesures utiles pour limiter les pertes, dommages et retard de livraison et pour sauvegarder les marchandises, suivre les instructions éventuelles des assureurs et leur transmettre immédiatement tous les documents ou renseignements dont il dispose.

18.2.2. Recours

Préserver le recours contre tout tiers et contre tout co-contractant impliqué.

18.2.3. Vol ou autre délit

- 18.2.3.1. Déposer plainte immédiatement auprès des autorités compétentes du lieu où le vol ou le délit a été constaté ;
- 18.2.3.2. Déposer plainte le plus rapidement possible auprès des autorités compétentes du lieu du siège d'exploitation de l'**assuré**.

18.2.4. Incendie, explosion et autres accidents

Faire dresser sur place, contradictoirement avec les éventuels tiers et co-contractants impliqués, un constat indiquant la cause et l'étendue du dommage ou, à défaut, faire dresser un constat par une autorité locale compétente.

18.2.5. Animaux vivants

En cas de transport d'animaux vivants, produire en outre un certificat délivré par un vétérinaire attestant la matérialité des pertes et dommages.

18.3. *Instructions aux préposés*

L'**assuré** s'engage à donner les instructions nécessaires à ses préposés et aux personnes dont il répond, afin que soient respectées les obligations reprises aux ARTICLES 18.1 et 18.2.

18.4. *Citations, actes judiciaires et autres documents*

L'**assuré** s'engage à transmettre immédiatement aux assureurs toute citation et tout acte judiciaire qui lui seraient adressés au sujet du **sinistre**, de même que tout autre document quelconque y relatif.

18.5. *Devoir de réserve de l'assuré – retenue sur le fret par l'ayant-droit*

L'**assuré** ne posera aucun acte et ne formulera aucune promesse pouvant être considérés comme une quelconque reconnaissance de responsabilité, il n'engagera aucune négociation ni ne conclura aucune transaction ; de même, il n'effectuera aucune indemnisation sans autorisation expresse et préalable des assureurs.

Si l'ayant droit procède, régulièrement ou non, à une compensation ou une retenue sur le fret dû à l'**assuré**, celui-ci doit s'y opposer et il lui appartient de prendre l'initiative pour obtenir le paiement de ses factures, en engageant si nécessaire à ses frais une procédure à cette fin, en veillant à respecter le délai de prescription.

L'abstention éventuelle de l'**assuré** à cet égard ne lui permettra pas de demander une intervention des assureurs en sa faveur.

19. RÉGLEMENT DE SINISTRE

19.1. *Négociation des assureurs avec l'ayant droit*

En cas de **sinistre**, les assureurs se réservent le droit de se mettre en lieu et place de l'**assuré** pour traiter avec l'ayant droit et indemniser celui-ci le cas échéant.

19.2. *Dol, faute équivalente au dol, faute grave, commises par le(s) préposé(s) de l'assuré*

Sans préjudice des dispositions de l'ARTICLE 16.1.1., les indemnités pour pertes et dommages ou retard de **livraison** résultant du dol, d'une faute équivalente au dol ou d'une faute grave, commises par le(s) préposé(s) de l'assuré dans l'exécution physique du contrat de transport, sont réglées conformément aux limitations stipulées aux articles 23 et 25 de la convention CMR pour les transports soumis à ladite convention, ou conformément aux limitations stipulées dans la législation applicable pour les transports non soumis à la convention CMR.

Outre toutes autres franchises stipulées dans le présent contrat d'assurance, il sera appliqué une franchise de 10% du montant du sinistre recevable selon les termes, conditions et exclusions du présent contrat d'assurance, avec un minimum de EUR 500,00 et un maximum de EUR 5.000,00 par véhicule et par **sinistre** ou série de **sinistres** provenant d'une seule et même cause.

Toutefois, en cas de condamnation judiciaire définitive ou exécutoire pour dol, faute équivalente au dol, faute grave, commises par le(s) préposé(s) de l'assuré dans l'exécution physique du contrat de transport, les indemnités (principal, intérêts et frais) pour pertes et dommages ou retard de **livraison** sont réglées conformément aux dispositions de l'article 29.2. de la convention CMR pour les transports soumis à ladite convention, ou conformément aux dispositions de la législation applicable pour les transports non soumis à la convention CMR.

Lorsque les assureurs règlent une indemnité à la suite d'une condamnation judiciaire définitive ou exécutoire tel qu'il est prévu à l'alinéa précédent, la franchise dont question au deuxième alinéa du présent article est portée à 20% du montant du sinistre recevable selon les termes, conditions et exclusions du présent contrat d'assurance, avec un minimum de € 1.000,00 et un maximum de € 10.000,00 par véhicule et par **sinistre** ou série de **sinistres** provenant d'une seule et même cause.

19.3. *Direction du procès*

En cas d'action judiciaire intentée contre l'**assuré** et susceptible de faire intervenir la garantie du présent contrat d'assurance, les assureurs, sans devoir y être contraints, peuvent décider de diriger ou de suivre le procès au nom de l'**assuré**.

Les assureurs supportent, en outre, proportionnellement à leur intérêt, les intérêts, frais et honoraires de l'avocat désigné par eux, ils ne supporteront en revanche, en aucun cas, les honoraires et frais de l'avocat désigné par l'**assuré**.

L'**assuré** s'engage à interjeter appel et/ou à introduire un pourvoi en cassation, si les assureurs le lui demandent.

19.4. *Choix de l'avocat*

Dans toute action où les assureurs assument la défense de l'**assuré**, celui-ci peut s'adjoindre, à ses frais, l'avocat de son choix.

19.5. *Opposabilité aux tiers lésés*

La nullité, la déchéance, les exceptions et les franchises, qui peuvent être invoquées contre l'**assuré** sont opposables aux tiers lésés.

20. NON-RESPECT, PAR L'ASSURÉ, DE SES OBLIGATIONS - SANCTIONS

Chaque fois que l'**assuré** ne respecte pas les obligations auxquelles il est tenu en vertu des dispositions du présent contrat d'assurance, les assureurs ont le droit de lui en réclamer compensation en proportion du préjudice subi par eux, sous réserve des éventuelles actions en justice qui pourraient être intentées contre l'**assuré** en cas d'intention frauduleuse de sa part.

21. SUBROGATION

Les assureurs sont, après paiement de l'indemnité, subrogés de plein droit dans les droits et actions de l'**assuré** contre tous tiers ou co-contractants, conformément aux dispositions de l'article 246 de la loi du 4 avril 2014; l'**assuré** s'engage à confirmer cette subrogation par acte spécial à la première demande des assureurs.

22. PRESCRIPTION

22.1. *Trois ans - actions en paiement d'indemnités*

Toutes actions en paiement d'indemnités seront prescrites après 3 ans à compter de la date du **sinistre** qui y donne ouverture.

22.2. *Trois ans - actions récursoires contre l'assuré*

Toutes actions récursoires des assureurs contre l'**assuré** seront prescrites après 3 ans à compter du jour du paiement de l'indemnité par les assureurs. En cas de fraude, la prescription de droit commun de l'article 2262 du Code Civil belge est applicable.

23. PRIME

23.1. *Disparition du risque - résiliation facultative*

La prime et ses accessoires sont annuels et indivisibles, sauf en cas de disparition du risque ou de résiliation du contrat d'assurance. Dans ce cas, les assureurs ristourneront la partie de prime non absorbée par les risques non encourus et/ou par les **sinistres** réglés et réservés.

23.2. *Quérabilité de la prime*

Toute prime et ses accessoires sont quérables et payables au comptant aux termes fixés dans les « Conditions Particulières ».

23.3. *Impôts, taxes, frais (accessoires de la prime)*

Les impôts, taxes et frais sont encaissés simultanément avec la prime; leur non-paiement a les mêmes conséquences que celles du non-paiement de la prime. Tous les impôts, taxes et frais actuels et futurs, applicables au présent contrat d'assurance, sont à charge de l'**assuré**.

23.4. *Régularisation de la prime*

Pour les contrats d'assurance dont la prime se calcule sur base du chiffre d'affaires, l'**assuré** s'engage, sans rappel et au plus tard dans les trois mois qui suivent l'échéance du présent contrat d'assurance, à communiquer le chiffre d'affaires de fret réalisé au cours de l'année révolue (à l'exclusion du fret cédé), ou tout autre élément de régularisation de prime stipulé aux Conditions Particulières du présent contrat d'assurance.

La non-communication de l'information, sur base de laquelle la régularisation de prime doit se faire, a les mêmes conséquences que celles prévues en cas de non-paiement de la prime.

24. EFFET DU CONTRAT D'ASSURANCE - DURÉE - TACITE RECONDUCTION - SUSPENSION - RÉSILIATION

24.1. *Effet*

Sauf convention contraire, la garantie prend cours à la date d'effet précisée aux « Conditions Particulières », pour autant que la première prime et ses accessoires aient été payés au plus tard dans les 45 jours de la date d'effet précitée.

Moyennant convention expresse préalable et surprime à convenir, les voyages commencés par l'**assuré** avant la date d'effet du contrat d'assurance et qui se terminent après cette date pourront, le cas échéant, être couverts par les assureurs.

24.2. *Durée - tacite reconduction*

Sauf convention contraire, le contrat d'assurance est conclu pour une période d'un an ; à la fin de chaque période d'assurance, il sera reconduit tacitement d'année en année pour une période d'une année, à moins qu'il ne soit résilié par l'une des parties, par lettre recommandée à la poste, trois mois au moins avant la date d'échéance de la période en cours.

24.3. *Suspension ou résiliation pour défaut de paiement de la prime*

En cas de défaut de paiement de la prime, les assureurs peuvent suspendre la garantie du contrat d'assurance ou résilier celui-ci, à condition que l'**assuré** ait été mis en demeure, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée à la poste. La suspension ou la résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter du lendemain de la signification ou du dépôt de la lettre recommandée à la poste, le cachet de la poste faisant foi.

Lorsque les assureurs ont suspendu la garantie, ils peuvent ensuite résilier le contrat d'assurance s'ils s'en sont réservés la faculté dans la mise en demeure visée à l'alinéa précité ; dans ce cas, la résiliation prend effet au plus tôt à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter du premier jour de la suspension.

Si les assureurs ne se sont pas réservés cette faculté, la résiliation intervient après une nouvelle mise en demeure conformément aux dispositions qui précèdent.

La suspension de la garantie ne porte pas atteinte aux droits des assureurs de réclamer les primes venant ultérieurement à terme à condition que l'**assuré** ait été mis en demeure comme précité. Le droit des assureurs est toutefois limité aux primes afférentes à l'année d'assurance en cours.

Le paiement par l'**assuré** des primes échues, augmentées des frais et, s'il y a lieu, des intérêts spécifiés dans la dernière sommation ou par décision judiciaire, met fin à la suspension de la garantie dès le lendemain de la réception du paiement intégral précité par les assureurs.

24.4. *Résiliation après sinistre*

Les assureurs se réservent, en outre, la faculté de résilier le contrat d'assurance par lettre recommandée à la poste, après la survenance d'un **sinistre** et ce au plus tard dans les 30 jours calendrier qui suivent le paiement ou le refus de paiement de l'indemnité. La résiliation prend effet après expiration d'un délai de 30 jours calendrier à compter du lendemain du jour du dépôt à la poste de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi.

24.5. *Augmentation de la prime*

Si les assureurs augmentent la prime, sans aucune modification du risque, ils auront en tout temps le droit :

- d'appliquer à l'assuré la nouvelle prime;
- de lui réclamer le complément de prime dû pour la période restant à courir jusqu'à la prochaine échéance.

Notification de l'augmentation sera faite à l'assuré par pli recommandé. L'assuré pourra, dans un délai de trente jours à compter de la date de la réception du pli recommandé, résilier le contrat d'assurance par lettre recommandée postale adressée aux assureurs ; une copie de cette lettre est adressée au courtier négociateur. La résiliation prend effet après expiration d'un délai de 30 jours calendrier à compter du lendemain du jour du dépôt à la poste de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi. Si l'assuré fait usage de ce droit, ristourne lui sera faite de la partie de prime non absorbée par les risques non encourus et/ou par les sinistres réglés et réservés. Ce délai écoulé, la nouvelle prime ainsi que le complément de prime seront considérés comme agréés entre les parties et les présentes dispositions seront d'application et leurs seront opposables.

Ne constitue pas une augmentation de prime, l'augmentation des accessoires de la prime : impôts, contributions, frais, taxes, droits additionnels.

24.6. Poursuite du voyage après suspension ou résiliation

En cas de suspension de la garantie du contrat d'assurance ou de résiliation de celui-ci, la garantie reste acquise pour les voyages commencés par l'**assuré**, avant la date de suspension ou de résiliation et terminés après ladite date.

25. COASSURANCE ET APÉRITION

25.1. Assureurs non solidaires

Il n'existe aucune solidarité entre les différents assureurs éventuels qui signent le présent contrat d'assurance, de sorte qu'un contrat d'assurance distinct est réputé être conclu séparément entre l'**assuré** et chaque assureur soussigné à concurrence de la part souscrite par chacun d'eux.

25.2. Apériteur

Sauf convention contraire, le premier assureur soussigné est réputé agir en qualité d'apériteur.

25.3. Mandat de l'apériteur

L'apériteur est réputé mandataire des coassureurs du présent contrat d'assurance pour recevoir toutes les communications quelconques concernant ledit contrat. Les coassureurs s'engagent, en outre, à suivre l'apériteur dans toutes ses décisions concernant le présent contrat d'assurance : gestion, interprétation, fixation des indemnités et règlement des **sinistres**.

Les polices, certificats ou autres documents de régularisation pourront être établis à 100% au nom de l'apériteur du présent contrat d'assurance.

Nonobstant le fait que ces documents soient émis au nom du seul apériteur, chaque compagnie et/ou assureur, coassureur, reste expressément engagé(e) à concurrence de la seule participation mentionnée dans le présent contrat d'assurance.

Les dispositions du présent article sont étendues à la signature des avenants, lesquels seront signés par l'apériteur : « par délégation de tous les coassureurs », lesquels acceptent, expressément et sans aucune réserve, cette délégation de signature.

26. TRANSFERT DU CONTRAT D'ASSURANCE

Le contrat oblige non seulement les parties mais encore leurs héritiers, légataires, donataires, ayants droit. Il continue à courir malgré le changement de raison sociale, la faillite, la liquidation judiciaire, l'insolvabilité notoire..

Si l'assuré fait apport de l'objet du risque en société, fusionne ou conclut un contrat d'association, il est tenu d'imposer la continuation du contrat au cessionnaire, associé, ayant droit.

En cas de décès de l'assuré, le contrat continue de plein droit, les héritiers ou ayants cause étant solidairement et indivisiblement obligés à son exécution, mais ils n'en bénéficient qu'après avoir demandé et obtenu le transfert à leurs noms.

27. PLAINTES, LITIGES ET LOI APPLICABLE

27.1. *Plaintes*

Afin de mieux vous servir, nous regardons constamment la qualité de nos produits et le niveau de service que nous offrons.

Si, malgré tout, vous n'êtes pas satisfait, vous pouvez toujours nous contacter:

- par mail : transport@verheyen.be
- par téléphone: +32 2 250 63 11
- par lettre: Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles
- par fax +32 (2) 250 63 00

Nous ferons tous les efforts pour vous aider.

Vous pouvez également contacter l'Ombudsman de l'assurance

- par un formulaire web
- par courrier électronique : info@ombudsman.as
- par fax : +32 (2) 547 59 75
- par lettre, adressée à l'Ombudsman des Assurances, square de Meeûs 35, 1000 Bruxelles

27.2. *Litiges*

Les litiges entre l'assureur et l'**assuré** sont jugés par un tribunal arbitral dont les deux premiers membres sont nommés par chacune des parties et le troisième par les arbitres ainsi nommés. Si l'une des parties néglige de désigner son arbitre dans un délai de 30 jours calendrier à compter de la notification arbitrale, ou en cas de désaccord entre les deux premiers arbitres concernant la désignation du troisième arbitre, la nomination de l'arbitre se fera, à la requête de la partie la plus diligente, par le Président du Tribunal de l'Entreprise du lieu où le contrat d'assurance a été émis.

Les litiges seront jugés au lieu où le contrat d'assurance a été émis.

Les parties se réservent la faculté d'appel auprès d'un second tribunal arbitral, siégeant en degré d'appel, pour autant que cette faculté ait été prévue dans le compromis d'arbitrage ou dans les documents en tenant lieu.

Néanmoins, les tribunaux ordinaires restent compétents pour les litiges afférents uniquement à l'encaissement des primes.

27.3. *Loi applicable*

La loi belge est applicable au contrat et la langue choisie est celle du présent contrat d'assurance.

28. PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

28.1. *Responsable du traitement des données*

Jean Verheyen, S.A. dont le siège social est établi Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles, enregistrée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0431.491.731 (ci-après dénommée « Jean Verheyen »).

28.2. *Délégué à la protection des données*

Le délégué à la protection des données de Jean Verheyen peut être contacté aux adresses suivantes :
par courrier postal:

Jean Verheyen - Data Protection Officer
Rue de la Limite 17
1210 Bruxelles

par courrier électronique: privacy@verheyen.be

28.3. Finalités des traitements et destinataires des données

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par Jean Verheyen de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci, de l'employeur de la personne concernée ou de tiers, peuvent être traitées par Jean Verheyen pour les finalités suivantes :

- La gestion du fichier des personnes :
 - Il s'agit des traitements effectués pour établir et tenir à jour les bases de données – en particulier les données d'identification – relatives à toutes les personnes physiques ou morales qui sont en relation avec Jean Verheyen.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance et découle d'une obligation légale.
- La gestion du contrat d'assurance :
 - Il s'agit des traitements effectués en vue d'accepter ou refuser – de manière automatisée ou non – les risques préalablement à la conclusion du contrat d'assurance ou lors de remaniements ultérieurs de celui-ci ; de confectionner, mettre à jour et mettre fin au contrat d'assurance ; de recouvrer – de manière automatisée ou non – les primes impayées ; de gérer les sinistres et de régler les prestations d'assurance.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance et découle d'une obligation légale.
- Le service à la clientèle :
 - Il s'agit des traitements effectués dans le cadre des services digitaux fournis aux clients complémentairement au contrat d'assurance (par exemple le développement d'un espace client digital).
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance et/ou de ces services digitaux complémentaires.
- La gestion de la relation entre Jean Verheyen et l'intermédiaire d'assurances :
 - Il s'agit des traitements effectués dans le cadre de la collaboration entre Jean Verheyen et l'intermédiaire d'assurances.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant en l'exécution des conventions entre Jean Verheyen et l'intermédiaire d'assurances.
- La détection, prévention et lutte contre la fraude :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de détecter, prévenir et lutter – de manière automatisée ou non – contre la fraude à l'assurance.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant dans la préservation de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurance elle-même.
- La lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de prévenir, de détecter et de lutter – de manière automatisée ou non – contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution d'une obligation légale à laquelle Jean Verheyen est soumise.
- La surveillance du portefeuille :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de contrôler et, le cas échéant, de restaurer – de manière automatisée ou non – l'équilibre technique et financier des portefeuilles d'assurances.

- Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant dans la préservation ou la restauration de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurances elle-même.
- Les études statistiques :
 - Il s'agit de traitements effectués par Jean Verheyen ou par un tiers en vue d'effectuer des études statistiques à finalités diverses telles que la sécurité routière, la prévention des accidents domestiques, la prévention des incendies, l'amélioration des processus de gestion de Jean Verheyen, l'acceptation des risques et la tarification.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant dans l'engagement sociétal, dans la recherche d'efficacités et dans l'amélioration de la connaissance de ses métiers.

Dans la mesure où la communication des données à caractère personnel est nécessaire pour permettre de réaliser les finalités énumérées ci-dessus, les données à caractère personnel peuvent être communiquées à d'autres entreprises membres du Groupe AXA, à des entreprises et/ou à des personnes en relation avec celles-ci (avocats, experts, médecins conseils, réassureurs, coassureurs, intermédiaires d'assurances, prestataires de services, autres entreprises d'assurances, représentants, bureau de suivi de la tarification, bureaux de règlement de sinistres, Datassur).

Ces données peuvent également être communiquées aux autorités de contrôle, aux services publics compétents ainsi qu'à tout autre organisme public ou privé avec lequel Jean Verheyen peut être amenée à échanger des données à caractère personnel conformément à la législation applicable.

28.4. Traitement des données à des fins de marketing direct

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par Jean Verheyen de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci ou de tiers, peuvent être traitées par Jean Verheyen à des fins de marketing direct (actions commerciales, publicités personnalisées, profilage, couplage de données, notoriété, ...), en vue d'améliorer sa connaissance de ses clients et prospects, d'informer ces derniers à propos de ses activités, produits et services, et de leur adresser des offres commerciales.

En vue d'offrir les services les plus appropriés en relation avec le marketing direct, ces données à caractère personnel peuvent être communiquées à des entreprises et/ou à des personnes intervenant en qualité de sous-traitants ou de prestataires de service au bénéfice de Jean Verheyen ou de l'intermédiaire d'assurances.

Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant dans le développement de son activité économique. Le cas échéant, ces traitements peuvent être fondés sur le consentement de la personne concernée.

28.5. Transfert des données hors de l'Union Européenne

En cas de transferts de données à caractère personnel à des tiers situés en dehors de l'Union Européenne, Jean Verheyen se conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de tels transferts. Elle assure, notamment, un niveau de protection adéquat aux données à caractère personnel ainsi transférées sur la base des mécanismes alternatifs mis en place par la Commission européenne, tels les clauses contractuelles standard, ou encore les règles d'entreprise contraignantes du Groupe AXA en cas de transferts intragroupe (Mon. B. 6/10/2014, p. 78547).

La personne concernée peut obtenir une copie des mesures mises en place par Jean Verheyen pour pouvoir transférer des données à caractère personnel hors de l'Union Européenne en envoyant sa demande à Jean Verheyen à l'adresse indiquée ci-dessous (paragraphe « Contacter Jean Verheyen »).

28.6. Conservation des données

Jean Verheyen conserve les données à caractère personnel collectées relatives au contrat d'assurance pendant toute la durée de la relation contractuelle ou de la gestion des dossiers sinistres, avec mise à jour de celles-ci chaque fois que les circonstances l'exigent, prolongée du délai légal de conservation

ou du délai de prescription de manière à pouvoir faire face aux demandes ou aux éventuels recours qui seraient engagés après la fin de la relation contractuelle ou après la clôture du dossier sinistre.

Jean Verheyen conserve les données à caractère personnel relatives à des offres refusées ou auxquelles Jean Verheyen n'a pas donné suite jusqu'à cinq ans après l'émission de l'offre ou du refus de conclure.

28.7. Nécessité de fournir les données à caractère personnel

Les données à caractère personnel relatives à la personne concernée que Jean Verheyen demande de fournir sont nécessaires à la conclusion et à l'exécution du contrat d'assurance. Ne pas fournir ces données peut rendre impossible la conclusion ou la bonne exécution du contrat d'assurance.

28.8. Confidentialité

Jean Verheyen a pris toutes les mesures nécessaires afin de préserver la confidentialité des données à caractère personnel et afin de se prémunir contre tout accès non autorisé, toute mauvaise utilisation, modification ou suppression de celles-ci.

A cette fin, Jean Verheyen suit les standards de sécurité et de continuité de service et évalue régulièrement le niveau de sécurité de ses processus, systèmes et applications ainsi que ceux de ses partenaires.

28.9. Les droits de la personne concernée

La personne concernée a le droit :

- d'obtenir de Jean Verheyen la confirmation que des données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, d'accéder à ces données ;
- de faire rectifier et, le cas échéant, de faire compléter ses données à caractère personnel qui sont inexactes ou incomplètes ;
- de faire effacer ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- de faire limiter le traitement de ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- de s'opposer, pour des raisons tenant à sa situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel fondé sur les intérêts légitimes de Jean Verheyen. Le responsable du traitement ne traite plus les données à caractère personnel, à moins qu'il ne démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée ;
- de s'opposer au traitement de ses données à caractère personnel à des fins de marketing direct, y compris au profilage effectué à des fins de marketing direct ;
- de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques la concernant ou l'affectant de manière significative ; toutefois, si ce traitement automatisé est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat, elle a le droit d'obtenir une intervention humaine de la part de Jean Verheyen, d'exprimer son point de vue et de contester la décision de Jean Verheyen ;
- de recevoir ses données à caractère personnel qu'elle a fournies à Jean Verheyen, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine ; de transmettre ces données à un autre responsable du traitement, lorsque (i) le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement ou pour les besoins de l'exécution d'un contrat et (ii) le traitement est effectué à l'aide de procédés automatisés ; et d'obtenir que ses données à caractère personnel soient transmises directement d'un responsable du traitement à un autre, lorsque cela est techniquement possible ;
- de retirer son consentement à tout moment, sans préjudice des traitements effectués de manière licite avant le retrait de celui, lorsque le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement .

28.10. Contacter Jean Verheyen

La personne concernée peut contacter Jean Verheyen pour exercer ses droits par courrier postal daté et signé, accompagné d'une photocopie recto verso de la carte d'identité, adressé à : Jean Verheyen Data Protection Officer, Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles.

Jean Verheyen traitera les demandes dans les délais prévus par la loi. Sauf demande manifestement infondée ou excessive, aucun paiement ne sera exigé pour le traitement de ses demandes.

28.11. Introduire une plainte

Si la personne concernée estime que Jean Verheyen ne respecte pas la réglementation en la matière, elle est invitée à contacter en priorité Jean Verheyen.

La personne concernée peut aussi introduire une réclamation auprès de l'Autorité de Protection des Données à l'adresse suivante : Rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles, Tél. + 32 2 274 48 00, Fax. + 32 2 274 48 35, contact@apd-gba.be.

La personne concernée peut également déposer une plainte auprès du tribunal de première instance de son domicile.

29. LICÉITÉ

Si l'un ou plusieurs articles du présent contrat d'assurances étaient en infraction avec une quelconque disposition légale impérative, seuls les articles concernés seraient réputés nuls, sans affecter aucunement la validité du présent contrat d'assurance et des autres articles qu'il renferme.

La garantie octroyée par le présent contrat d'assurance reste toujours soumise aux stipulations de droit impératif émises par des autorités nationales, internationales ou supranationales et ayant un effet direct sur les prestations d'assurance et par lesquelles des sanctions, restrictions ou prohibitions sont imposées.